

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

6^e ANNEE N° 216
JEUDI 7 FÉVRIER 1974

APRÈS L'AGRESSION DE LA CLIQUE DE THIEU CONTRE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Nouvelles provocations antichinoises des révisionnistes soviétiques

Voici à peu près trois semaines, la clique fantoche de Saigon se lançait dans une agression contre la République Populaire de Chine en envahissant les îles Sicha que Thieu convoitait depuis longtemps. Elle reçut immédiatement une sévère leçon et dut retirer ses troupes du territoire chinois. En chassant les agresseurs, le peuple chinois a défendu son intégrité territoriale : cette juste attitude a reçu le soutien des peuples révolutionnaires du monde entier. Cependant la clique fantoche de Saigon s'est maintenant lancée dans une nouvelle provocation en envoyant ses mercenaires occuper les îles chinoises de Nancha, dans la mer de Chine méridionale. C'est là une nouvelle atteinte caractérisée à la souveraineté nationale du peuple chinois. On peut être certain qu'elle recevra une réponse tout-à-fait ferme car jamais le peuple chinois, qui a chassé après de longues luttes et au prix de son sang les impérialistes de tout poil, n'acceptera que revienne le temps où n'importe quel réactionnaire pouvait à loisir s'arroger un morceau du territoire chinois. Cette position est tout-à-fait juste et révolutionnaire et sera toujours soutenue par les peuples progressistes du monde.

Devant la fermeté du peuple chinois, les impérialistes du monde entier n'ont pas renoncé, on peut en être certain, à renverser la dictature du prolétariat et à faire main basse sur la Chine. Cependant, il est significatif que seuls les révisionnistes soviétiques ont osé attaquer publiquement cette ferme attitude du peuple chinois pour défendre sa souveraineté nationale. Alors même que tous les atlas soviétiques reconnaissent jusqu'à maintenant l'appartenance des îles Sicha, Nancha et des autres îles de la mer de Chine méridionale à la République Populaire de Chine, la clique révisionniste de Brejnev et Cie a traité la Chine de « grande puissance chauvine », prenant ainsi fait et cause pour l'agresseur saïgonnais.

Par cette ignoble attitude, les dirigeants soviétiques se sont démasqués une nouvelle fois pour ce qu'ils sont : des ennemis du peuple chinois qui nourrissent les mêmes desseins que les impérialistes d'autrefois qui occupaient la Chine. Une nouvelle fois, ils ont révélé leur nature de superpuissance impérialiste particulièrement agressive. Car ces nouveaux tsars crient à l'agression lorsqu'un peuple défend son territoire sacré, mais lorsqu'ils ont envahi, eux, contre la volonté du peuple tchécoslovaque en août 1968, la Tchécoslovaquie, qui pourtant ne figure sur aucun atlas comme une partie intégrante de l'U.R.S.S., ils ont appelé cela « défense du socialisme ».

Cela montre que les nouveaux tsars du Kremlin cherchent à détourner l'attention et la vigilance des peuples devant leur expansionnisme bien réel.

(Suite page 12)

LIP: Une victoire de la classe ouvrière



A SAINT-ÉTIENNE, RAGEUSE AGRESSION DES RÉVISIONNISTES CONTRE DES MILITANTS MARXISTES-LÉNINISTES

(page 5)

Manifestation de soutien au peuple marocain Samedi 9 Février - 15 heures - Porte de Clichy

La conférence des partis révisionnistes à Bruxelles

UN CONCERT PLEIN DE FAUSSES NOTES

Rien n'avait été oublié pour faire de la première rencontre des partis révisionnistes de l'Europe de l'Ouest à Bruxelles les 26, 27 et 28 janvier un « grand » événement. La grande presse bourgeoise avait été conviée et beaucoup de tapage fut naturellement fait. Depuis un an, Georges Marchais s'était dépensé sans compter pour que le concert des partis révisionnistes soit harmonieux. Mais en fait, le concert a été parsemé de fausses notes.

A l'origine, l'objectif de la conférence était double. D'une part, il s'agissait de préparer une conférence mondiale des P.C. voulue par Moscou, d'autre part il s'agissait d'arrêter une ligne politique commune sur la question de l'Europe.

Le premier projet est mort né. Avant l'ouverture de la conférence, Georges Marchais, l'organisateur numéro un de l'opération, savait qu'il fallait y renoncer. Si tous les partis réunis à Bruxelles sont bien d'authentiques partis révisionnistes, il y a cependant loin d'y avoir unanimité chez eux pour « excommunier » le Parti communiste chinois, ce qui serait, chacun le sait, le but dérisoire d'une conférence mondiale convoquée par la clique Brejnev.

Outre le parti de Georges Marchais, seuls quelques partis sur la vingtaine de participants s'en prirent à la Chine ou aux « maoïstes ». Ainsi le parti révisionniste grec (émigré à Moscou), le parti chypriote ou encore le parti finlandais.

Mais l'objectif central de la conférence était autrement plus sérieux. L'Europe de l'Ouest est effectivement, sur le plan international, le centre de gravité de la rivalité des deux superpuissances, Etats-Unis et U.R.S.S. ; d'autre part elle est actuellement à la veille d'une très profonde crise économique, sociale et

politique dont les conséquences de la crise monétaire ou de la « crise » de l'énergie n'ont été que des signes avant-coureurs. Par suite de la loi du développement du capital, l'Europe de l'Ouest constitue chaque jour une entité plus affirmée. La concurrence acharnée avec les Etats-Unis a conduit et conduira chaque jour plus le capital monopoliste ouest européen à s'assurer une base économique puissante dont le renforcement passe par l'union politique des plus « grands » pays européens (France, Italie, Allemagne, Grande-Bretagne). Devant cette forme que prend le développement du capitalisme monopoliste dans l'Europe de l'Ouest, nul ne peut rester indifférent.

Mais voilà autant de pays en Europe, autant de partis révisionnistes, autant d'intérêts divergents : car ces partis ne représentent pas la classe ouvrière mais la bourgeoisie. Comment expliquer sinon ces « différences » (c'est ainsi que Marchais appelle les divergences) entre partis européens sur l'Europe ? Pourquoi certains acceptent-ils l'Union européenne, les autres non ? N'est-ce pas le reflet des intérêts divergents des bourgeoisies de leurs pays : car quelle bonne raison « nationale » peut expliquer que le P.C.F. ou le P.C.I. participent au parlement européen de Strasbourg, tandis que d'autres partis s'y refusent, tel le parti britannique ; que les premiers acceptent le Marché commun tandis que les autres le refusent :

« Des situations diverses se présentent aujourd'hui pour les pays d'Europe occidentale. Dans certains pays pour lesquels leur appartenance à la C.E.E. depuis quinze ans a tissé des liens économiques étroits, les partis communistes luttent contre son orientation monopoliste et ses conséquences, ainsi que pour sa

democratisation. Dans d'autres pays dont l'adhésion au Marché commun est toute récente, les partis communistes agissent par contre pour le retrait total de la C.E.E. »

(Extrait de la déclaration finale.)

A qui peut-on faire croire que les liens économiques étroits entre la Grande-Bretagne et le Marché commun datent de son adhésion. Et à qui fera-t-on croire que les tentacules du capital monopoliste s'arrêtent aux neuf pays de la communauté, et qu'au-delà (par exemple en Espagne) les « liens économiques étroits cessent d'exister » ? Derrière les formules embarrassées c'est bien des divergences profondes qui existent. Par voie de conséquence, c'est bien un constat d'échec que trace la résolution finale quand elle déclare :

« Malgré cette variété de situations, les partis communistes des pays capitalistes d'Europe réaffirment qu'une réponse commune à la politique d'intégration économique est possible et nécessaire. Ils entendent à cette fin agir ensemble pour faire prévaloir, face aux problèmes qui se posent à l'ensemble des peuples de l'Europe occidentale, des solutions conformes aux intérêts de tous ceux-ci, ainsi qu'une coopération européenne réellement démocratique répondant à l'intérêt de chacun de leurs pays et de tous. »

Un bien pompeux verbiage de diplomates !

Par contre un point d'entente a été trouvé : l'accord sur la tactique d'alliance avec les socialistes et les démocrates-chrétiens pour présenter une alternative bourgeoise à la crise : l'exemple français du Programme commun est en effet cité en exemple. C'est en tous les cas la tactique que Moscou voudrait voir adopter par d'autres partis pour gagner à eux la bourgeoisie de l'Europe de l'Ouest.

81 % des mineurs britanniques ont voté la grève générale

La menace et le chantage du gouvernement Heath n'ont jamais entamé la combativité des « gueules noires ».

Bien au contraire, celle-ci s'est renforcée au fur et à mesure que la campagne contre eux devenait hystérique. Heath a voulu faire peur. Il n'a récolté que division dans ses rangs, unité des mineurs et solidarité des travailleurs britanniques.

Les pourcentages de participation au vote atteignent 86 % des mineurs syndiqués (tous les mineurs sont syndiqués). Le pourcentage en faveur de la grève dans le Pays de Galles — un des grands centres miniers — atteint 93 %.

D'après le système syndical britannique où les directions réformistes sont majoritaires, la grève une fois votée, la décision revient en dernier ressort aux directions. Il faudra attendre sans doute le 10 février pour que la grève soit effective.

Cependant les mineurs ont déjà organisé la grève et ont mis au point un système de sécurité.

Heath voudrait bien dans cette situation trouver un compromis qui ne soit pas un précédent pour l'avenir, ainsi que pour la classe ouvrière et les masses travailleuses britanniques qui seules subissent les frais de la crise économique.

Mais voilà ! Ce n'est pas une « petite majorité » des mineurs britanniques qu'il a en face de lui, ce sont tous les mineurs forts de leur unité qui veulent la satisfaction de leur juste revendication.

Les monopoles britanniques devront céder.

Le fasciste Susini et ses complices acquittés !

Etonnant ? Non ! Dans un pays où les assassinats racistes jouissent d'une totale impunité. Dans un pays où le gouvernement au service des monopoles grâce le nazi-kollabo Touvier. Dans un pays où l'on interdit le droit d'expression d'une organisation antifasciste comme la Ligue communiste. Dans un pays où les attentats provocateurs, les attaques à main armée contre les militants révolutionnaires et progressistes se multiplient... c'est un verdict tout à fait « logique ».

Fallait-il s'attendre à ce que ces anciens O.A.S., arrêtés pour avoir organisé des pillages de banques, dans le but de financer une organisation néonazie à l'image du N.P.D. allemand, soient condamnés pour leurs méfaits ?

Comme le dira « l'Aurore » la veille du verdict : « Ces hommes méritent des circonstances atténuantes, quand on sait que leur hold-up était fait dans le but de renflouer les caisses d'une organisation anticommuniste. » Sans commentaires...

Susini a été acquitté parce que le pouvoir fascisant a besoin de voyous nazillons de son type pour accomplir la sale besogne, que pour le moment il ne peut faire accomplir totalement et ouvertement par son appareil.

CUBA : Un avant-poste du social-impérialisme

En ce début de février 1974, Léonid Brejnev chef de file des révisionnistes soviétiques s'est rendu à Cuba. Visite « d'amitié », visite favorable à la « détente » ? Malgré la mise en scène, il ne s'agit pas de cela. La visite de Brejnev à Cuba, pour ainsi dire à la porte du territoire des Etats-Unis est destinée à renforcer la totale dépendance du régime de Fidel Castro vis-à-vis de l'URSS.

Cuba n'est pas seulement une néocolonie économique des sociaux-impérialistes soviétiques, c'est aussi une base militaire entièrement aux mains de Moscou, un atout majeur dans la rivalité acharnée avec les Etats-Unis dans la course à l'hégémonie mondiale. C'est une réalité que le « mythe » de Fidel Castro peut de moins en moins masquer dans nos pays occidentaux.

En effet la facilité avec laquelle Castro et ses hommes s'étaient emparés du pouvoir et chassés les américains avait séduit beaucoup la petite-bourgeoisie dont les trotskystes se sont fait les porte-paroles.

Aujourd'hui chacun s'aperçoit que c'est un autre impérialisme plus sournois qui s'est installé à Cuba. Comment pouvait-il en être autrement Fidel Castro ne déclarait-il pas en 1951 :

« Je ne suis pas communiste, je suis contre le communisme. Notre pouvoir

n'est nullement un pouvoir rouge, c'est un pouvoir vert olivier. »

Selon un processus « inédit », Castro déclara en avril 1961 dans un meeting de masse :

« Je déclare qu'à partir d'aujourd'hui Cuba est entré dans le socialisme. »

Le 26 juillet 1961 :

« Je déclare aujourd'hui dans notre pays la formation du Parti du Travail Socialiste. »

Et en octobre 1961 :

« Je déclare mon adhésion au Parti Communiste. »

Il n'existait pas de Parti mais Cuba était déjà entré dans le « socialisme » ! N'est-on pas en droit de se demander de quel socialisme il s'agit quand le chef de l'état déclare d'abord le pays entré dans le socialisme, puis la création du Parti, puis son adhésion personnelle au Parti ?

La réponse on la connaît aujourd'hui : ce n'est pas le socialisme ! L'économie cubaine est dépendante à 100 % de l'URSS, comment parler alors de socialisme. Quant à la « voie cubaine » de la révolution elle a également fait ses mauvaises et tragiques preuves. Le guévarisme inspiré par Castro et soutenu par les trotskystes a abouti partout à l'échec. Voilà le bilan de Castro l'ami fidèle des révisionnistes soviétiques qui a osé hurler à la

Conférence d'Alger des non-alignés que l'URSS n'est pas une super-puissance. Au moment même où l'URSS social-impérialiste accentue sa pénétration en Amérique latine, où elle refuse la dénucléarisation de ce continent et où elle bafoue la légitime décision des pays de cette région de porter leurs eaux territoriales à 200 milles marins.

Les actes de Fidel Castro comme ceux de Brejnev marquent ainsi la visite du chef de file social-impérialiste à Cuba : il s'agit ni plus ni moins que d'une visite d'un suzerain à son vassal, à la veille d'une offensive.

INTERVENTION DE KIAO KOUAN-HOUA A LA 28^e SESSION DE L'O.N.U.

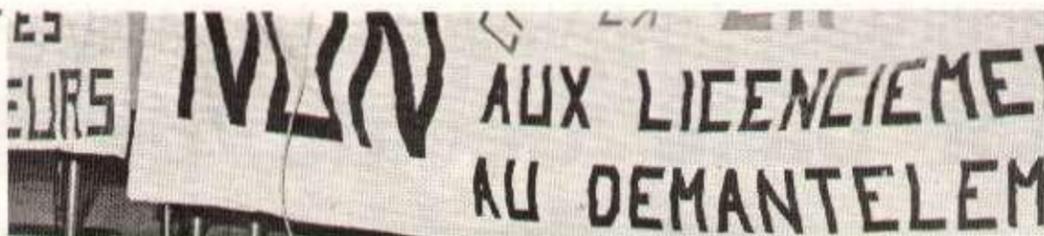
(Octobre 1973)

Passez vos commandes à E - 100

B.P. 120 - 75962 Paris Cedex 20

(l'exemplaire 1 F)

- contre les licenciements
- contre le démantèlement,
- pour le droit au travail



LE COMPROMIS DES LIP, UNE VICTOIRE DE LA CLASSE OUVRIERE

Par une lutte prolongée de dix mois, les travailleurs de Lip ont démontré concrètement que la classe ouvrière sait prendre ses propres affaires en main, qu'elle sait mener sa lutte pour ses intérêts de classe ; pour ses revendications de fond « Pas de licenciements », « Pas de démantèlement », pour le droit au travail.

Par leur détermination, leur innovation dans les formes de la lutte contre le capitalisme exploiteur, en passant outre la légalité bourgeoise, par le soutien national de la classe ouvrière, des masses populaires, les travailleurs de Lip ont su, tenant compte du rapport des forces en présence, imposer le rapport des forces de la classe ouvrière, pour déboucher sur un compromis victorieux.

En tenant compte des contradictions existantes au sein même de la bourgeoisie monopoliste, et cela sans aucune illusion sur les exploiters capitalistes ils ont administré un sérieux revers de main au premier légionnaire de France. Mesmer n'a-t-il pas déclaré à plusieurs reprises : « Lip, c'est fini, ce qui est décidé, est décidé. » Eh bien, doigt sur la couture du pantalon, Messmer ne peut que ravalier sa salive, car les travailleurs de Lip ont démontré que Lip ce n'est pas fini et que les choses ne seront jamais plus comme avant.



Cette lutte a élevé la conscience de classe du prolétariat et aussi d'autres couches sociales même petites-bourgeoises. Sa résonance, ses répercussions sur le plan national montre que les choses ne sont plus comme avant. L'aspect principal qui s'en dégage, et que certains voient d'un mauvais œil c'est que les travailleurs, tout au long de ce combat de classe ont été les éléments déterminants. La décision de la grève, les initiatives dans la lutte, les décisions d'actions, d'analyse du plan Giraud et son rejet, d'analyse du plan Neuschwander et de son acceptation par 650 travailleurs, soit 92 %, 16 abstentions et 3 contre ne plaient nullement à « nos » révisionnistes de la C.G.T. et du P.C.*F. Les assemblées de travailleurs, les comités d'action, les comités de soutien, enfin toutes les formes de luttes ressemblant étroitement aux formes historiques de nos anciens de la Commune de Paris ne sont pas au goût des dirigeants révisionnistes du P.C.*F. et de la C.G.T. qui viennent encore une fois de montrer la nature bourgeoise de leur conception du monde.

Un des « chefs » de la clique révisionniste, le notoire Henri Krasucki ne peut admettre que la base décide et voit de plus en plus le contrôle des luttes leur échapper. Cela est une bonne chose. Dans « l'Humanité » blanche du 1-2-74, sous le titre « Lip : parler franc et clair », — comme

si la nature bourgeoise du révisionnisme moderne permettait cela —, Krasucki manipule les chiffres des accords Giraud et Neuschwander, pour éluder le véritable problème de fond du compromis victorieux « Pas de licenciements, pas de démantèlement », c'est-à-dire un résultat positif du problème de l'emploi qui assure le droit au travail, aux ouvriers de Lip, et qui montre aux autres travailleurs la voie à suivre.

Il est vrai que ce « personnage » ne peut soutenir la thèse de classe des « Lip ». A l'imprimerie Larousse, les travailleurs avaient les mêmes mots d'ordre « Pas de licenciements », « Pas de démantèlement », comme d'ailleurs aujourd'hui les métallos de Rateau à la Courneuve, mais dans cette branche de l'imprimerie les révisionnistes de la C.G.T. sont majoritaires et ils ont dû malgré tout ramer fortement, même faire intervenir le chef de file de la clique révisionniste — Marchais — pour faire passer leur ligne de collaboration de classes. Ainsi l'imprimerie Larousse ferme le 15 février 1974 avec au bas de l'accord la signature des capitulards révisionnistes.

Donc deux positions diamétralement opposées, l'une correspond à la ligne de lutte de classe (Lip), l'autre à la ligne de collaboration de classes (Larousse).

C'est pourquoi Krasucki s'en prend avec virulence à la C.F.D.T. pour exprimer sa haine aux ouvriers de Lip. Il déclare : « Les responsables locaux de la C.F.D.T. ont joué les jusqu'aboutistes... Il est vraiment dommage que la confédération C.F.D.T. et la fédération des métaux qui jusqu'alors avaient une vue plus exacte des choses, leur aient emboité le pas : c'était une erreur. »

Tout travailleur honnête sait que c'est la base qui dans tous les cas a décidé de la lutte à suivre ou du sort des compromis. Que la C.F.D.T. en tant que syndicat ait joué un rôle dans la lutte, cela est de son ressort, mais son rôle a-t-il été positif ou négatif ? Pour notre part, nous disons que le positif l'emporte sur le négatif ; alors que le syndicat C.G.T. a eu un rôle totalement négatif, n'en déplaise à messieurs les révisionnistes.

Ce que ne peut supporter le révisionnisme moderne c'est que le rôle des luttes lui échappe de plus en plus et Krasucki, au nom du révisionnisme moderne, exprime son mépris des masses lorsqu'il réclame « la conduite des luttes revendicatives sous la seule responsabilité des organisations syndicales ».

A la suite de cette déclaration la C.F.D.T. a tenu une conférence de presse le 1^{er} février, Edmond Maire, secrétaire général, a précisé entre autres : « L'utilisation des contradictions du capitalisme est une arme historique de la classe ouvrière. Ceux qui aujourd'hui, par des déclarations au vinaigre, semblent rejeter cette arme sont pour le moins des révisionnistes (soulignés par nous) par rapport aux théories qu'ils veulent professer... »

Nous ne pouvons que nous réjouir de cette position qui apporte de l'eau à notre moulin.

Faisons en sorte que dans chaque combat de classe nous arrachions le plus rapidement possible la classe ouvrière à l'idéologie bourgeoise du révisionnisme moderne, obstacle principal à la préparation de la révolution prolétarienne.

LE VOYAGE DE POMPIDOU

Afin de faire passer, ou plutôt d'essayer de faire passer sa politique antiouvrière d'union sacrée, le représentant actuel des monopoles avait besoin de trouver une région sans trop de tradition ouvrière, une région collant le plus à l'image de ce que le patronat attend de la classe ouvrière et des masses populaires. (On imagine assez mal Pompon faisant des appels à la concorde bourgeoisie-classe ouvrière à Besançon ou en Lorraine !)

Un autre aspect du choix de la région est l'ascension de quelques notables du cru : Vertodier par exemple, pourvu vice-ministre de l'Intérieur, celui qui est chargé de remplacer Marcellin lorsque celui-ci est « souffrant » (souvenons-nous de l'épidémie de micros, ces temps derniers).

Vertodier, c'est aussi l'expulsion des habitants du quartier populaire des « Trois Rois » pour « Rénovation » (logement des ingénieurs de chez Michelin dans des résidences luxueuses), l'encouragement des promoteurs (B. Krieff) des marchés sous-traités (chauffage de la Z.U.P. par le collègue Montenay, autre

U.D.R.) ce qui lui vaut une grève des paiements de l'eau chaude et du chauffage depuis deux ans. Les profits de Montenay, en 1972-1973, ont été de l'ordre de 2 334 millions d'anciens francs, soit presque le double de ceux pour 1971-1972, ceci net d'impôt, bien entendu ! (Sources : syndicat des habitants des Couronneries.) Du côté des paysans, on les fait patienter en satisfaisant certaines de leurs revendications, afin qu'ils survivent sur place et freinent l'exode rural vers Paris : quand une usine s'installe, les patrons vont les cueillir à point dans les bourgs et les villages, en faisant des enquêtes serrées sur les candidats, en traînant dans les bistrotts et en faisant parler les gens ! (Cf Michelin.)

Tout était préparé pour accueillir Pompidou sans fausse note : occupation militaire de la ville plusieurs jours à l'avance (18 compagnies de C.R.S., sans compter celles de Poitiers, 600 R.G., plus des barbouzes en tout genre) tout ce qui ressemblait à une bagnole de flic ou de l'armée circulait, même à vide, toute la journée dans Poitiers ! Cela nous donne aussi une idée des possibi-

lités de la bourgeoisie en matière de recours au fascisme : elle est équipée !

Sur la place d'Armes, il devait bien y avoir quelques gaullistes du coin, perdus dans une foule d'individus musclés, chargés de faire la claque (au propre comme au figuré).

Les C.D.R., S.A.C. étaient mobilisés, le groupuscule nazillon « Faire Front » distribuait tranquillement un tract (entre gens du même monde !).

A la maison du Peuple se tenait un rassemblement des syndicats et des partis révisos et réformistes. Discours habituels, Programme commun, mais aussi quelques « nouveautés » : Lomond, représentant la C.G.T., membre du P.C.*F., lâcha quelques perles : « Crise de l'énergie ? Non, il suffit de faire comme en 1946 ». C'était sans doute un salut réviso aux mineurs de Lorraine en grève, mais surtout c'était un rappel de la période où la bourgeoisie se refaisait une jeunesse grâce à la trahison de Thorez ! Somme toute, c'était une des réponses aux problèmes de la bourgeoisie : le Pro-

gramme commun est une solution de rechange pour le capital.

Le représentant C.G.T. continua son numéro en déclarant aussi qu'il fallait s'opposer à tout licenciement d'ordre économique : l'acceptation du plan Giraud, à Lip, c'était sans doute cela... Heureusement, on ne trompe pas éternellement les masses !

Après le meeting, il fut décidé de partir en manif en direction de la place d'Armes, mais là, stupeur... le P.C.*F. n'était pas là ! Les militants du P.C.*F. avaient eu comme consigne de se rendre individuellement à la place d'Armes avant la fin des interventions (1) ! Ils ont réussi à passer les filtres de C.R.S., alors que le reste des participants arrivait en chantant l'Internationale et en criant des mots d'ordre combattifs : « A bas l'Etat des flics et des patrons... ». La manif fut bloquée pendant une heure, avant d'être dispersée par les C.R.S.

(1) Singulière conception de l'unité, dans les rangs réformistes !

HOUILLÈRES DU BASSIN DE LORRAINE

La base décide de la lutte et de la victoire

Comme nous l'avons dit dans notre numéro H.R. 214, deux positions sont encore apparues, l'une de classe, l'autre de capitulation.

Rappelons à cet effet la position capitulante des directions syndicales C.G.T., C.F.D.T. et F.O. qui appelaient à la reprise du travail le vendredi 18 janvier. « Les 100 francs, disaient-ils, sont déjà une victoire. Il faut savoir finir une grève, surtout quand elle aboutit à priver de salaires 10 000 personnes. Nous vous jurons qu'il n'est pas question de renoncer au paiement des jours de lock-out. Mais agissez en camarades responsables. Laissez les mineurs retrouver d'abord leur travail. Ils n'en seront que plus forts pour obtenir ensuite gain de cause, etc. »

La prose patronale ne serait pas mieux.

Mais cela ne se passa nullement comme le souhaitaient révisionnistes et réformistes, la base, 10 000 mineurs, exigeait le paiement des journées de lock-out et était solidaire de ses 500 camarades cheminots.

Ainsi, la base, une fois encore, ne s'en remettait nullement aux valets du capital. Cette grève devait durer huit jours de plus et arriver à un



succès. La direction des houillères acceptait en fin de compte deux jours de congés supplémentaires et pour la période allant du 28 janvier au 9 février, soit douze jours, le

paiement d'une prime de reprise de 50 francs par jour.

Une fois de plus, les 10 000 mineurs, en persévérant dans la lutte, ont montré que seule la lutte paie.

RATEAU

Aux mauvais coups du trust CGE les ouvriers ripostent par l'occupation de l'usine

Voilà longtemps que les travailleurs de Rateau s'attendaient à un mauvais coup !

Après avoir d'ores et déjà annoncé 95 licenciements en juin, dont il reste 66 en cours, la direction a décidé lors du Comité d'Entreprise du 17 décembre, une première série de mesures dirigées contre les travailleurs :

- 400 licenciements ;
- Fermeture de l'atelier Ouest, de la fonderie de précision, de la chaudronnerie et de l'école d'apprentissage ;

- Diminution de la superficie de l'usine, de 150 000 m² à 87 000 m², avec vente des terrains du parking et du foyer des jeunes travailleurs !

Voilà qui en dit long sur l'« avenir de l'usine » !... Et pour couronner le tout, la direction « ne peut garantir » que le plan de redressement « sera suffisant » !

Aussi dire toute de suite qu'elle envisage d'autres mauvais coups pouvant aller jusqu'à la fermeture pure et simple de l'usine !

Mais les travailleurs de Rateau, eux, peuvent « garantir » une chose : suffisant ou pas, ils trouvent cela inadmissible !

Ce n'est un secret pour personne : le système capitaliste s'engage dans une crise de plus en plus profonde et inextricable. Pompidou, lui-même a dû le reconnaître dans les « vœux empoisonnés » qu'il a l'insolence d'adresser aux Français, au nom des monopoles. Les organismes européens eux-mêmes « prévoient » au minimum un doublement du chômage pour 1974.

Est-ce aux travailleurs de Rateau de payer les conséquences de la lutte

accrue que se livrent les trusts C.G.E., dont dépend Rateau, et la Thomson, qui viennent, le 31 décembre 1973 de dénoncer leurs accords d'entente, devant les difficultés dues à la crise, et qui commencent à « redresser » ou à fermer certaines de leurs usines ?

Est-ce aux travailleurs de payer les conséquences du système capitaliste et de sa crise, comme le prévalent les patrons et leur Etat ?

Non sûrement pas !

Et les travailleurs de Rateau sont décidés à lutter jusqu'au bout !

Mais alors que cela couvait depuis des mois (fermeture de la fonderie, enlèvement de machines, dispersion de l'équipe de jeunes tourneurs 8 bis, mutations, etc.), qu'ont fait les dirigeants de la C.G.T. ?

Il n'y avait vraiment pas besoin de passer des mois à écrire au préfet, représentant de l'Etat des monopoles, et autres personnages du même genre, ni à pleurnicher de Comités d'entreprise en Comités d'entreprise pour avoir des informations que la Direction (comme c'est étonnant !) refusait de donner...

Et depuis, qu'ont fait les dirigeants de la C.G.T. ?

A l'annonce des 95 licenciements : une petite semaine de débrayages d'une demi-heure, et encore, séparément, secteurs par secteurs, et à des heures différentes. Deux ou trois fois des débrayages atteindront la durée effrayante de 2 heures !

Et à l'annonce des 400 licenciements, deux heures de grève pour une A.G. d'où rien n'est sorti de concret ! Une manifestation dans les rues de la Courneuve d'une demi-heure.

La C.F.D.T., bien que « minoritaire »

serait plus favorable à des actions dures.

A part cela, tracts sur tracts !...

Au lendemain de l'annonce des 400 licenciements, alors que les ouvriers étaient remplis d'indignation, celui du 19 décembre commence par une phrase magnifique : « La colère est mauvaise conseillère... C'est un vieux proverbe... » Sous prétexte que « la C.G.T. a toujours essayé de réfléchir à froid ». Mais ça fait plus de trois mois que les dirigeants de la C.G.T. réfléchissent à froid !

Quant à celui du 27 décembre, il attaque calomnieusement la magnifique unité et détermination des travailleurs de Lip dans leur lutte contre les licenciements et le démantèlement.

Tous les travailleurs de Rateau connaissent sans aucun doute cet autre « vieux proverbe », dont l'« expérience » a prouvé la validité : « Il faut battre le fer tant qu'il est chaud ! »

Tous les travailleurs de Rateau savent que c'est par leur propre action, à la base et dans l'unité, qu'ils établiront le rapport de forces nécessaire et sûrement pas en se contentant seulement « d'accompagner, d'appuyer, de faire intervenir leurs élus », ni avec des lettres au Préfet !

Pourquoi tant de temps perdu pour au préfet !

Pourquoi rien de prévu entre la manifestation du 4 et l'hypothétique action du 23 janvier ?

Travailleurs de Rateau, suivant l'exemple des Lip :

Tous unis, à la base et dans l'action !

Contre les licenciements, grève illimitée, avec occupation de l'usine !

Tract de militants de « L'Humanité rouge ».

AU NETTOIEMENT, ÇA NE PEUT PLUS DURER...

Plus ça va, plus les conditions de travail deviennent invivables aux centres de nettoyage. Par exemple, au Vallon de Barla à Nice :

Le personnel est obligé de travailler sur une chaussée complètement délabrée, avec des bouches d'eau inutilisables.

Le matériel est complètement insuffisant (il faudrait au moins une arroseuse et une balayeuse par secteur).

La rue est une vraie décharge publique : certains individus balancent des saletés n'importe où (c'est pas en Chine populaire qu'on verrait ça !)

Les platanes sont taillés... quand la municipalité y pense. Il y a même des rats dans les égouts !

Quant aux salaires « accordés » par la municipalité, ils deviennent de plus en plus miséreux par rapport à une hausse des prix comme on n'en avait pas subi depuis longtemps.

Mais ça ne se passera pas comme ça !

Nous sommes déterminés plus que jamais à imposer nos revendications :

- Une visite médicale complète au moins tous les cinq ans ;

- La prime de salubrité et la prime de risque ;

- Le même statut que les fonctionnaires (catégorie B) ;

- Le passage à l'échelon supérieur au retour du service militaire ;

- Du matériel fourni gratuitement ;

- 21 jours de vacances d'hiver et la prime de vacances ;

- Le paiement des heures supplémentaires à la fin du mois. Les heures de nuit et les quatre heures du dimanche matin (pour les fêtes) payées doubles ;

- Les centres de nettoyage réunis en un seul service municipal.

Chaque agent dans son secteur le dimanche matin.

Mais il faut bien voir que la situation au Vallon de Barla n'est pas isolée. Tous les centres de nettoyage, tous les agents sont logés à la même enseigne. Et si Médecin est un exploiteur, ce n'est pas le seul. Les travailleurs du centre font partie de la même classe que tous les travailleurs de France : la classe ouvrière.

Ils se font exploiter soit directement par les patrons dans les entreprises, soit par leurs représentants, comme Médecin à Nice. C'est pourquoi les travailleurs doivent s'unir dans la lutte de la classe ouvrière contre la classe bourgeoise pour arracher leurs revendications nationales communes :

- Pas de salaire inférieur à 1 300 F par mois, pour quarante heures par semaine !

- A travail égal, salaire égal !

Et ça tout en ne se cachant pas que ce n'est pas seulement les patrons qu'il faut abattre, mais le régime bourgeois lui-même, d'exploitation de l'homme par l'homme.

ORGANISONS-NOUS POUR ENGAGER L'ACTION UNIE DE LA CLASSE OUVRIÈRE CONTRE LA CLASSE BOURGEOISE !

A BAS LE CAPITALISME EXPLOITEUR !

Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge.

Un protocole d'accord pour Lip, imposons son application !

(Extrait de Lip-Unité)

Les négociations qui se sont déroulées à Dôle pendant trois jours entre les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., et C.G.C. et M. Bidegain, représentant des industriels franco-suisse, se sont terminées hier par la signature d'un protocole et un vote massif à l'assemblée générale. 669 travailleurs étaient présents ; 650 ont voté pour ; 16 se sont abstenus et 3 ont voté contre. En ce qui concerne les cadres, il a été accepté à 92 %.

Pour le non-démantèlement.

Face à cet objectif prioritaire dans notre lutte, que proposait M. Giraud ?

Un G.I.E. coiffant des activités distinctes desquelles était exclue la mécanique, sans interférence des capitaux, et qui, au terme des contrats location-gérance, pouvait consacrer un démantèlement de fait, permettant à chacun des industriels en faisant partie de reprendre sa liberté.

Qu'avons-nous obtenu ?

Un holding (Société nouvelle d'horlogerie et de mécanique), d'autre part les activités des secteurs civil et militaire et de la mécanique (SPEMELIP).

Cette solution nous paraît plus solide, plus sérieuse, d'autant plus que la nouvelle société prévoit un budget très important pour la recherche, donc une dynamique qui faisait totalement défaut à Giraud.

L'emploi.

Dans son plan, Giraud prévoyait la réembauche de 989 personnes et le licenciement sans aucune garantie de réemploi de 160 autres personnes.

Qu'avons-nous obtenu ?

- 300 personnes au mois de mars.
- 200 personnes en plus au mois de juin.

Les autres seront inscrits à des cours de formation orientés dans le sens de développement de l'entreprise et devraient être réintégrés d'ici à la fin de l'année.

Si l'expansion ne permet pas, dans ce laps de temps, de réembaucher la totalité, une priorité sera accordée à ce personnel durant deux ans.

En attendant, un engagement est pris de réemploi dans la région de Besançon avec maintien de la classification de façon à maintenir à chacun son niveau de ressource.

Une commission s'occupera de toutes les personnes en stage, il est bien évident que son rôle sera limité si un rapport de force n'existe pas, obligeant la direction à appliquer ces accords.

Avantages acquis.

Avec Giraud, c'était un retour de dix ans en arrière, certains des points se trouvaient en retrait de la convention collective.

Actuellement nous pouvons affirmer qu'en gros nos avantages seront maintenus ; seuls deux d'entre eux disparaissent : l'échelle mobile qui sera remplacée par une révision trimestrielle sur la base INSEE et la prime d'ancienneté qui sera « figée » et qui deviendra une indemnité compensatrice disparaissant au fur et à mesure que la nouvelle prime d'ancienneté évoluera.

Ces deux points, Giraud ne les prenait pas en considération lui non plus, puisqu'il supprimait l'échelle mobile sans contre-proposition et adoptait une démarche similaire à celle du protocole actuel pour la prime d'ancienneté.

Contentieux.

Un accord a pu intervenir entre les deux parties concernant entre autres, les poursuites éventuelles, ce qui était un préalable à l'acceptation de ce plan.

Tout est joué, mais tout n'est pas encore gagné...

Ce protocole n'est qu'une étape : — D'autres points seront encore à discuter avec la nouvelle direction.

— Nous devons aussi veiller à ce que les accords soient respectés.

Il est indispensable de rester mobilisés pour faire échec à certaines passions politiques et permettre à tous les travailleurs de Lip de retrouver une place dans une usine qu'ils défendent depuis dix mois.

Besançon, le 30 janvier

SAINT-ETIENNE

Les révisionnistes s'attaquent aux diffuseurs de l'Humanité Rouge

Se sentant tout à fait solidaires de Claude Lebrun, les militants de l'Humanité rouge de Saint-Etienne se sont mobilisés pour soutenir à cette occasion la campagne de dénonciation du révisionnisme pourri. Entre autres activités, samedi matin, un groupe de camarades diffusait le journal devant la Bourse du Travail, de même qu'un tract explicatif.

Trois-quarts d'heure plus tard, une troupe de cégétistes se précipitant sur nous, nous bousculant violemment, cherchait à nous déchirer tracts et journaux et à nous vider. Avec le courage qui les caractérise, ils s'en prirent particulièrement aux militantes (giffes, coups de pied...). Une passante, révoltée de voir ces hommes de main s'acharner sur une militante, essaya de s'interposer ; elle fut frappée à la tête. Un camarade d'H.R. prit la parole, et retenant l'attention de la foule assez dense qui passait dans ce quartier populaire, dénonça les méthodes fascistes de tous ces bonzes C.G.T. et P.-C.-F. : les faits étaient clairs et, pendant plusieurs minutes, ils restèrent paralysés.

Puis l'altercation reprit. Les révisionnistes, secrétaire général de l'U.D.-C.G.T. en tête, nous accusaient d'être payés par les patrons et d'être les diviseurs de la classe ouvrière (on passe sur les insultes de bas étage).

La hargne hystérique des révisos les plus endurcis nous a prouvé à quel point le journal et le tract avaient mis le doigt juste là où il fallait, pour

mettre à nu la nature des révisionnistes. Nous montrant la manchette du journal et brandissant le tract, ils en tremblaient de rage.

Une dizaine de policiers sont arrivés sur ces entrefaits. Le secrétaire général U.D.-C.G.T. nous accusa de les avoir appelés et réclama publiquement, devant la foule et les flics qu'on donne nos noms aux « forces de l'ordre ». Cette manœuvre honteuse souleva l'indignation de certaines personnes présentes.

Le lendemain dimanche, paraît un article sur ces événements dans la presse locale. Il y est cité, entre autres, un communiqué crapuleux de l'U.D.-C.G.T. où pas un seul mot est dans la vérité mais tout dans la calomnie.

Les mensonges, les injures et les manœuvres sournoises ne peuvent durer qu'un temps. Déjà, les travailleurs ne se laissent plus entraîner docilement dans le marais du révisionnisme, de nombreuses réactions, comme on l'a vu nous-mêmes, nous montrent que les bonzes du P.-C.-F. ne bernent pas toujours les travailleurs. Et si les révisionnistes de Saint-Etienne croient nous avoir impressionnés et intimidés, ils se trompent lourdement : les militants d'H.R. ont puisé dans ces événements une énergie encore plus grande pour lutter contre le révisionnisme et préparer la révolution prolétarienne.

Le Comité de Diffusion de l'Humanité rouge le 3 février 1974

LES ÉTUDIANTS EN LUTTE

Environ trois cents étudiants ont manifesté vendredi 25 janvier à proximité du ministère de l'Éducation nationale. Ces étudiants en médecine, appelés « reçus-collés » parce qu'admis aux examens de fin de première année ; ils sont refusés en seconde par manque de place, réclame l'admission en seconde année.

L'institut universitaire de technologie de Sceaux s'est mis en grève pour les revendications suivantes :

— Etablissement de programmes nationaux pour l'ensemble des I.U.T. ;

— L'équivalence avec la première année de deuxième cycle de l'enseignement supérieur ;

— L'abrogation de la loi Edgar Faure, qui impose la présence des patrons dans les conseils d'administration ;

— La reconnaissance du D.U.T. (Diplôme Universitaire de Technologie) par les conventions collectives.

L'institut de Sceaux appelle les autres I.U.T. à se joindre au mouvement. Depuis quelques jours déjà, les instituts de Cachan, Orsay et Villetaneuse se sont eux aussi mis en grève.

A Toulouse, les lycées et facultés sont le théâtre de nombreuses provocations fascistes suscitant des ripostes énergiques de la part des antifascistes.

Enfin, 5 000 étudiants des classes préparatoires aux concours d'entrée aux grandes écoles ont manifesté le jeudi 31 janvier à Paris, dans la rue de Vaugirard. Les étudiants des classes préparatoires réclament la suppression de la réforme Fontanet qui leur ôte toute équivalence avec le premier cycle de l'enseignement

supérieur en cas d'échec aux concours des grandes écoles : c'est-à-dire que les « prépas » devront, à partir de l'année prochaine repartir à zéro ou abandonner leurs études s'ils échouent.

Prochaine parution

« PROLÉTARIAT N° 4 »

Au sommaire :

- Les nouvelles « formes de lutte » du P.-C.-F. :
Nouvel emballage,
Même marchandise
(H. Jour)
- Guerre ou paix au Moyen-Orient
(C. Granot)
- « Sécurité » de l'emploi
ou sécurité des exploités
capitalistes (L. Dacier)
- Lip : Une lutte et ses leçons
- Embauche à Citroën (interview)
- Syndicalisme enseignant :
pratique et idéologie réformiste
(J. Vermont)
- Documents
- Notes de lecture
- Cinéma français (P. Duval)



A propos de la dissolution de 4 organisations autonomistes

A la suite de l'interdiction de quatre organisations autonomistes de nombreuses protestations se sont d'ores et déjà élevées. Notre journal s'associe à ces protestations et consacrera un article important à ces questions la semaine prochaine.

Dans les campagnes aussi l'année s'annonce chaude

Labours « sauvages », manifestations et barrages de routes, affrontements violents avec les C.R.S... Dans les campagnes aussi, ça bouge !

Le dernier numéro de « Vent d'Ouest », journal des Paysans-Travailleurs, analyse les luttes en cours chez les producteurs de viande, de lait, de tabac, victimes de la « crise » dont le gouvernement des monopoles capitalistes entend bien leur faire payer la note, à eux aussi.

Mais, ainsi qu'en témoignent les extraits que nous publions ci-dessous, dans les fermes comme dans les usines, la réflexion politique se développe. Ce système qui engraisse une minorité d'exploiteurs du travail de la grande masse devient de plus en plus insupportable à tous. Pour en finir avec lui, l'unité d'action de tous les exploités est indispensable. Et elle avance à grands pas.

Pourquoi la crise de la viande ?

Il y a une baisse des prix pour les producteurs, prix qui sont descendus en-dessous du niveau de décembre 72, alors que les charges ont augmenté globalement de 20 %. Donc de nom-

breux petits producteurs sont au bord de la faillite ; d'autres connaissent des difficultés très sérieuses.

Bien sûr, il y a des causes immédiates. Les importations, la clause de pénurie qui a bien tardé à être supprimée et malgré tout des importations qui continuent... des aides à l'exportation qui sont faibles, alors qu'il y aurait des possibilités, et qui ne seront pas forcément répercutées aux producteurs... Mais, ce qu'il faut bien voir, c'est que ce malaise est lié à des causes plus profondes : à l'évolution des économies capitalistes à l'heure actuelle.

Ces économies connaissent des difficultés. Le taux de profit tend à baisser. Il faut donc investir plus pour compenser. Mais investir de façon plus rentable : concentrer, restructurer l'entreprise ; les entreprises industrielles mais aussi, bien sûr, les entreprises liées à l'agriculture (agro-alimentaires). C'est la fuite en avant. L'agriculture est prise dans ce tourbillon. Les firmes agro-alimentaires participent à ce mouvement de restructuration...

... Bien sûr, cela rend la situation des paysans insupportable et ça peut en éliminer un bon nombre ! En haut



lieu, ce qu'on pense, c'est que c'est la logique de l'industrialisation. Ajoutons pour notre part : industrialisation à la mode capitaliste. Alors, quand on comprend cela, on ne s'étonne pas que, dans les actions qui ont été menées récemment, le syndicalisme officiel soit vivement dénoncé parce que, comme on dit, Chirac et Debattiste, c'est comme cul et chemise.

On comprend aussi que le MODEF et la FFA (1) aient fait parler d'eux. Le MODEF, malgré ses défauts, est souvent perçu par beaucoup d'agriculteurs comme le seul contrepoids à une politique qu'ils désapprouvent. Il leur apparaît comme le seul moyen pour manifester leur inquiétude et leur opposition. Pour la FFA, il en est de même. Seulement, c'est une organisation qui utilise un courant encore présent chez les paysans, un courant Dorgériste inspiré d'extrême-droite qui rejoint aussi bien Nicoud que les marchands de bestiaux. Leurs alliances se font claires...

Affirmer notre refus de l'élimination des petits exploitants

Pour l'instant, c'est vrai, les paysans-travailleurs se recrutent surtout parmi ceux qu'on appelle les paysans modernisés. Et aussi on comprend mieux maintenant qu'il nous faut proposer des objectifs valables et compréhensibles pour l'ensemble des paysans en voie d'élimination, qu'ils soient plutôt modernisés (ex. : producteurs de taurillons) ou plutôt « traditionnels » (producteurs de maigres par ex.).

La crise actuelle est pour nous l'occasion d'accentuer, dans la lutte, la solidarité qui lie de fait notre sort à celui des paysans en voie d'élimination. L'occasion d'y voir plus clair dans les oppositions, secondaires peut-être, mais réelles, entre les différentes catégories d'agriculteurs artisans. La crise actuelle vient confirmer ce que nous disons : le capitalisme restructure l'agriculture à son service en exploitant les paysans et en les éliminant par tranches successives. Plus que jamais, nous avons notre mot à dire et nous le dirons... avec des actes...

...Les paysans doivent prendre conscience, eux aussi, que comme les ouvriers, leurs luttes doivent être continues, et ne plus se contenter d'une ou deux grandes manifestations annuelles.

Question : C'est sûr que la colère

des paysans est grande et que les raisons du mécontentement sont plus réelles que jamais. Mais la situation au niveau national, international, la crise économique qui s'annonce pour 1974, ça ne va pas faciliter les choses ?...

Apparemment, tu as raison. Ce climat qui risque de se répandre, à la fois d'inflation et de récession, ça peut affaiblir les luttes paysannes — comme d'ailleurs les luttes ouvrières. Cela peut accentuer des oppositions entre paysans, des fausses oppositions, comme par exemple entre producteurs naisseurs et producteurs engraisseurs. Cela peut accentuer des fausses unions, par exemple : « Tous unis au sein de l'agriculture. » Cela peut aussi accentuer des oppositions d'intérêts entre paysans et ouvriers : les ouvriers voient d'un mauvais œil que le prix du beefsteak augmente. Cela peut être utilisé par nos adversaires.

A l'intérieur des ouvriers aussi, cela peut accentuer des différences : dans l'automobile, par exemple, les premières victimes ce seront les travailleurs immigrés. On risquera encore de dire : « Ils nous prennent notre travail. »

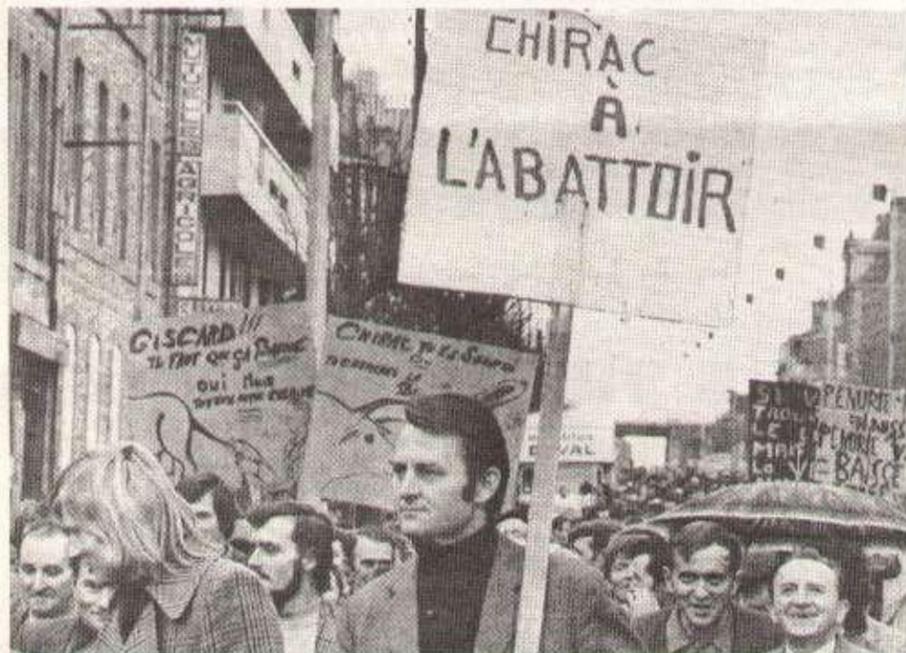
Ça, c'est apparemment, et si une lutte ne se dégage pas. Mais en réalité, c'est peut-être l'occasion d'une grande avancée du mouvement des travailleurs, y compris paysans, à condition de ne pas se laisser diviser sur des fausses divisions.

Pour nous, paysans, cela peut être une occasion « historique », dans la lutte, d'affirmer la solidarité entre paysans dits « traditionnels » et paysans modernisés. Et d'affirmer les différences avec ceux qui se prétendent nos alliés, certains agriculteurs capitalistes, certaines firmes coopératives ou non, tous les notables ruraux qui font semblant de nous soutenir...

Pour la liaison avec les ouvriers, c'est pareil. A tout prix, chercher à avoir la liaison avec eux, et d'abord au niveau des firmes agro-alimentaires. Bien comprendre que les intérêts au fond sont les mêmes...

Ainsi, c'est une période difficile qui s'annonce, pleine de risques ; mais aussi pleine de possibilités, si on sait se battre...

(1) Syndicat agricole que Marcellin dirige.



Une certaine idée de la magistrature contestée

Décidément, rien ne va plus pour l'Etat bourgeois. Au sein même de ses piliers les plus traditionnels, tels que la police et la justice, des voix s'élèvent pour dénoncer l'ordre établi. C'est ainsi que, récemment, un policier syndicaliste a pris la parole publiquement au cours d'un meeting de soutien aux ouvriers de Lip pour condamner l'appareil auquel il appartient.

C'est ainsi aussi que, plus discrètement mais très efficacement, des magistrats courageux ont créé et développé, dans la foulée de Mai 68, le syndicat de la magistrature, première organisation de ce type chez les juges. Non contents de revendiquer l'exercice du droit de grève pour faire aboutir leurs revendications professionnelles, ils ont impulsé une information et une réflexion sur la justice bourgeoise qui inquiètent fort ces messieurs du gouvernement. Les

sujets tabous ne leur tont pas peur, ainsi qu'en témoignent les thèmes d'études de leurs deux premiers congrès : « la justice et l'argent » et « la justice et la propriété privée ». Leur rôle n'a pas été mince non plus dans l'échec du projet fascisant de réforme de la législation sur les associations « loi de 1901 ».

C'est pourquoi la réaction ne s'est pas fait attendre. Blâmes, sanctions, blocages d'avancement de carrière se sont succédés. Tout récemment, la conservatrice « Union fédérale des magistrats » s'est élevée contre ce « courant destructeur », déplorant que certains juges « cherchent, consciemment ou inconsciemment, à détruire les bases du grand corps auquel ils ne semblent plus liés d'appartenir... » !

Voilà de nouveaux signes révélateurs de la décomposition de l'ordre bourgeois.

ITALIE : vigilance et mobilisation

Chômage, hausse des prix, scandales..., fascisation... Voilà des images bien connues du capitalisme, non seulement par les travailleurs français mais aussi européens.

Luttes classe contre classe, renouant avec les meilleures et les plus efficaces traditions de combat prolétarien et populaire... Le développement impétueux des partis marxistes-léninistes, voilà le revers de la médaille de ce capitalisme européen pourrissant, verrouillé par la crise économique et politique, miné par ses luttes de fractions intestines.

L'Italie, un des neuf pays de l'Union européenne, est bien à cette image. La semaine dernière, l'éclatement au grand jour d'un scandale financier et politique, ainsi que les rumeurs de « putsch » militaire, confirmées par des « manœuvres » militaires dans les grandes villes italiennes, ont plongé l'Italie dans l'inquiétude.

Scandale du capitalisme pourrissant

Voilà deux mois que le peuple italien supportait les mesures réactionnaires et totalement anti-populaires du gouvernement de la majorité « Centre gauche » dirigé par Rumor, imposée soi-disant par la pénurie de pétrole. Quand on sait comment sont développés les moyens de transports en commun, on comprend facilement que l'interdiction de rouler le week-end ne peut toucher que l'ouvrier qui rejoint sa famille après une semaine de labeur — les lieux de travail sont très éloignés des lieux d'habitation — et non le bourgeois qui peut prendre des vacances en semaine quand cela lui plaît. Voilà donc deux mois que la Démocratie chrétienne, au service des gros monopoles capitalistes, essaye de créer un climat d'austérité favorable au bout du compte à leur politique d'exploitation et d'oppression.

Mais les magouilles politiques et financières sont dévoilées au grand jour. Pas de pénurie de pétrole. Au contraire, depuis la mi-novembre, les réserves n'ont jamais été si grandes. L'on apprend alors que, suivant la tactique du deux-cinquièmes, c'est-à-dire dessous de table de 2 milliards de lires pour de hauts fonctionnaires avant la magouille et 5 milliards après, ceux-ci avaient permis de faire pression sur le gouvernement pour augmenter les tarifs et prendre des mesures d'austérité.

Nuova Unità, organe central du Parti communiste d'Italie (marxiste-léniniste), avait dénoncé vigoureusement cette politique dès le 4 décembre 1973. Il titrait déjà : « DU CARBURANT ? IL Y EN A ! les compagnies pétrolières l'ont caché avec la complicité du « Centre gauche ». On apprend maintenant que la police et la mafia seraient aussi étroitement mêlées à l'affaire, ainsi que les milieux les plus corrompus de la magistrature.

On apprend également que la « caisse noire » de l'ENI, la régie « nationale » des compagnies pétrolières (Esso, Total, Gulf...), servait à alimenter les trésoreries des partis politiques de la majorité.

Le P.C.I. est bien dans l'embarras dans ses tentatives de « flirt historique » avec la Démocratie chrétienne. Il y a deux mois, il ne voyait dans ces mesures qu'erreurs dans la ligne politique économique de la majorité. De cette manière, il taisait le fait que cette ligne n'était pas du tout « inadaptée » aux intérêts du capitalisme dont la « majorité » représente les intérêts. Aujourd'hui, le Parti révisionniste s'en prend avec raison aux grandes compagnies, mais

il ne « voit » pas de complicité avec les serveurs corrompus du « Centre gauche ». Evidemment, hier encore il approuvait du bout des lèvres l'interdiction de rouler le week-end parce qu'en désaccord « avec la consommation aiguë » (sic). Position pas très éloignée d'ailleurs de celle du Vatican qui voyait dans ces mesures d'austérité « une façon saine d'aborder les fêtes saintes ». Qui se ressemble...

Dans l'armée : une odeur de chemise noire

La crise économique, mais également politique que traverse l'Italie prend de jour en jour une allure plus menaçante. Car ce scandale n'est pas sans rapport avec les rumeurs de « putsch » militaire qui ont courues dans le pays à partir de dimanche dernier. Même si la nouvelle du scandale a éclaté une semaine après, « La police et les carabinieri occupent les centres névralgiques de Rome », titre Nuova Unità la semaine dernière. L'état d'alerte est déclenché dans les casernes et le gouvernement décrète l'état d'urgence...

Les monopoles capitalistes sont prêts à tout pour maintenir leur régime de profit, de scandale et de corruption. Ils sont prêts à éloigner leurs valets pour en reprendre d'autres « plus musclés » s'il le faut. En Italie, comme en France, la fascisation est la tactique du capital monopoleur. Ces manœuvres militaires sont d'ailleurs directement liées à la multiplication des attentats et crimes fascistes dans tout le pays.

Ces criminels fascistes agissent en toute liberté, et souvent en complicité même avec la police. Alors que la répression s'abat sur la moindre manifestation populaire ou ouvrière, Borghese, Almirantes et tous ces aventuriers et voyous jouissent d'une totale impunité. En Italie, comme dans tous les régimes bourgeois, l'armée n'est pas au-dessus des classes. Au contraire, elle est le rempart le plus solide de son ordre social, et les fascistes des états-majors tenteront de le montrer tôt ou tard.

Les révisionnistes italiens devant la montée du fascisme

Le crétinisme parlementaire du Parti révisionniste italien est la triste réalité de ceux qui depuis bien longtemps ont abandonné les principes révolutionnaires du marxisme-léninisme. Sans doute, espèrent-ils ainsi un fauteuil de ministre en se servant d'une part du parlement comme principal instrument de lutte et d'autre part en faisant des appels du pied à la Démocratie chrétienne. C'est le fameux « compromis historique » qu'a rappelé Berlinguer, secrétaire du P.C.I. à la conférence des partis révisionnistes européens. On connaissait déjà la nouvelle théorie de « l'alternance » ou si l'on veut du pluralisme des partis, même sous le socialisme. Leur apport « créateur » au révisionnisme moderne est vraiment sans limite...

Seulement, pratiquement il fait le lit du fascisme !

Devant les grands bouleversements intérieurs qui se préparent et qui pourraient être extrêmement néfastes au mouvement communiste ouvrier et démocratique, le P.C.I. (marxiste-léniniste) appelle les masses prolétariennes et populaires à la vigilance et la mobilisation à la base.

Nous vous présentons l'éditorial de Nuova Unità du 5 février 1974.

PROLETARI DI TUTTI I PAESI, UNITEVI!

nuova unità

ORGANO CENTRALE DEL PARTITO COMUNISTA D'ITALIA (n. 1)

ANNO 22 - SETTEMBRE - N. 4 - L. 30 - 1974 - 1000 - 10000 - 100000 - 1000000

Polizia e carabinieri occupano i centri nevralgici di Roma

Centinaia di soldati di fanteria ed carabinieri speciali indissero che la borghesia arretrata il governo di fascizzazione professionale alle stesse tempo i mezzi per un'aperta repressione reazionaria

Vigilanza e mobilitazione



Un gruppo di carabinieri speciali indissero che la borghesia arretrata il governo di fascizzazione professionale alle stesse tempo i mezzi per un'aperta repressione reazionaria

Ufficiali dell'esercito nella trama nera

Vengono alla luce i collegamenti tra alti ufficiali, servizi segreti e il movimento partito fascista - Costanzo L'Impero per i criminali del MSI-DN

Un gruppo di carabinieri speciali indissero che la borghesia arretrata il governo di fascizzazione professionale alle stesse tempo i mezzi per un'aperta repressione reazionaria

Editorial de « Nuova Unità » (5 février 1974)

Tandis que le barrage illusoire du « blocage des prix », qui n'a jamais cessé jusqu'à présent de faire eau de tous bords, est en train de s'écrouler complètement sous la poussée de l'offensive patronale.

Tandis que pour tous les travailleurs s'annoncent des conditions de vie encore plus dures, du fait de l'énorme augmentation de tous les produits de première nécessité, tandis qu'à l'usine augmente l'exploitation et l'insécurité de l'emploi, et que des masses de plus en plus grandes d'ouvriers agricoles et de paysans pauvres sont expulsées des campagnes, la bourgeoisie accélère le processus de fascisation pour réprimer l'inévitable rébellion populaire.

C'est dans ce sens qu'il faut interpréter le « sévère appel au sens des responsabilités » au nom duquel Fanfani s'est exprimé contre l'organisation d'une grève générale. Dans les mots employés par le secrétaire de la Démocratie chrétienne contre les travailleurs, il y a un sens menaçant, qui peut s'exprimer ainsi : Ou bien vous baissez la tête, ou bien ce sera tant pis pour vous.

Entre temps, à Rome, police et carabinieri, armés de pistolets mitrailleurs et de mitraillettes, encerclent en pleine nuit ministères, aéroport... entrent dans la stazione terminati les armes à la main, arrêtent et contrôlent même les chemins, patrouillent sur les routes avec des pistolets mitrailleurs pointés.

Prétexte officiel : « Il n'était pas à exclure durant la nuit une attaque non précisée. »

Dans les casernes, malgré le démenti du ministère de la Défense, a été imposé l'état d'alerte, qui dure depuis un mois.

Certains éléments ont accompli des exercices dans le but de « tester les temps » nécessaires pour occuper des édifices publics et autres points névralgiques. Si on ajoute à tout cela le fait que des hauts officiers de l'armée sont notoirement impliqués dans la « trame noire », que ceux-ci s'avèrent liés soit aux services secrets soit aux milieux ouvertement fascistes. Si on ajoute le fait que ces tous derniers temps se sont intensifiées les agressions et provocations des groupes des franges du MSI-DN, on trace un cadre bien précis :

Pour décharger complètement la crise sur le dos des travailleurs, la bourgeoisie monopoliste est en train d'accélérer le processus de fascisation en mettant en place en même temps (non pas comme une éventualité hypothétique, mais comme une possibilité concrète) les moyens pour une répression réactionnaire.

Dans ce cadre, le plus puissant

porte-parole du patronat italien, le « Corriere Della Sera » affirme que « tant que la mèche du référendum restera allumée » (que la bourgeoisie elle-même a allumée), sont nécessaires « les mesures préventives et répressives les plus draconiennes ».

Contre qui donc devraient être dirigées ces mesures sinon contre la classe ouvrière et les masses populaires ?

Certainement pas contre les criminels fascistes comme Borghese et d'autres, dont on vient de révoquer le mandat d'arrêt et qui circulent impunément pour organiser leurs complots antipopulaires, certainement pas contre le criminel Almirante Kollabo des nazis, qui continue tranquillement à siéger au Parlement où il fait son numéro « démocratique » pendant que ses bandes assassinent et posent des bombes.

Au moment où la plus grande vigilance et une prompt mobilisation des masses sont nécessaires, les dirigeants révisionnistes du P.C.I., après avoir demandé au ministre de la Défense, Tanassi « un point de vue plus ample » de la situation, on présente une interrogation à la Chambre, « pour que, comme c'est juste, l'éclaircissement trouve son siège naturel au Parlement ». (L'Unità du 29 janvier 1974).

En même temps, loin de mobiliser ou de mettre simplement en garde leur propre parti, il fait tout pour dédramatiser la chose, pour diffuser l'illusion que les manœuvres réactionnaires peuvent être évitées dans couloirs parlementaires et non par la mobilisation et la lutte des masses.

Ils diffusent ainsi une sorte de fatalisme, une habitude à considérer les mesures croissantes de fascisation et les préparatifs fascistes comme quelque chose qui se résoudra dans le cadre des institutions démocratico-bourgeoises, par des tractations de sommet entre les partis de l'« arc constitutionnel ».

Le gouvernement pourrait expliquer qu'il a pris ces mesures contre d'éventuels attentats, ou même aller jusqu'à dire que c'est pour la défense de la « démocratie », mais ces mêmes libertés démocratiques ne peuvent être défendues par l'appareil bourgeois qui est au service du pouvoir capitaliste. Notre parti appelle la classe ouvrière, les masses populaires, à repousser toute illusion sur la « démocratie » bourgeoise et sur les « réformes », à s'organiser à l'intérieur et en dehors des syndicats, dans les quartiers, partout, pour être à même de repousser et de contre-attaquer la fascisation croissante et les menaces fascistes.

Soutien au peuple marocain

La répression continue de s'abattre contre les progressistes et le peuple marocain. Le 28 janvier, 62 condamnations à mort par contumace ont été prononcées à Kenitra pour « atteinte à la sûreté intérieure

de l'Etat », dans le cadre du soi-disant « complot du 3 mars ». Cela fait donc maintenant 84 condamnations à mort qui ont été prononcées par le tribunal militaire dont quinze appliquées.

Appel à la manifestation

AU MAROC :

Depuis 1970, la montée des luttes s'est manifestée par des occupations de terres (Ouled Khalifa), des grèves dures et longues dans les mines (à Khouribga), dans les écoles et les universités et par des actions armées à Khenifra en mars 1973.

Le régime de Hassan II, ébranlé par deux coups d'Etat militaires et par la généralisation du mécontentement, donne à Dlimi (un des assassins de Ben Barka) carte blanche pour supprimer toute opposition. Une répression sauvage s'abat sur le peuple marocain :

— 15 exécutions en novembre 1973, 6 condamnations à mort en janvier 1974 ;

— Des centaines de militants et de citoyens disparus, emprisonnés, torturés ; des licenciements massifs de travailleurs ;

— Des procès préfabriqués l'été dernier à Casablanca et à Kenitra ; les 80 acquittés de Kenitra n'ont pas été libérés et sont aux mains de la police depuis cinq mois ;

— Dissolution de l'Union nationale des Etudiants marocains et enlèvement de deux de leurs dirigeants, Mnehi et Belkebir, disparus depuis un an ; suspension de l'Union nationale des Forces populaires — « branche Rabat ».

Malgré cette répression, des grèves importantes ont eu lieu dans l'alimentation et dans le textile en novembre dernier.

EN FRANCE :

Les travailleurs marocains s'associent de plus en plus souvent aux luttes : aux Câbles de Lyon à Gennevilliers, à la C.E.O.M. à La Garenne-Colombes, à Oignies dans les houillères.

Hassan II, avec la complicité du gouvernement français, a créé l'« Amicale des Travailleurs et des Commerçants marocains » dont les objectifs sont clairs : dénoncer au consulat les ouvriers marocains en lutte unis avec les ouvriers français, les diviser entre eux et les isoler. Les méthodes : intimidations (à Gennevilliers), provocations ; à Renault-Flins, les flics de l'Amicale collaborent ouvertement avec la C.F.T.

Halte à la milice fasciste de Hassan II !

Halte à la répression au Maroc !

Solidarité avec le peuple marocain en lutte !

Manifestation samedi 9 février 1974 à 15 heures, Porte de Clichy

ASSOCIATION DES MAROCAINS EN FRANCE
(20 rue Serpente, 75006 PARIS)

et COMITE DE LUTTE CONTRE LA REPRESSION AU MAROC

avec le soutien notamment de

l'Union nationale des Etudiants marocains (comité de section de Paris), Pour le Communisme, Comités unitaires français-immigrés, Comités des Travailleurs algériens, l'Humanité rouge, C.I.L.A., Frères du Monde, Proletaire Ligne rouge, Cause du Peuple, Comités Indochine-Palestine, Front rouge.

UN TRANSISTOR POUR K. MOUKENDEM

Deux jours après l'Appel de notre Comité de Rédaction de l'Humanité Rouge, pour offrir un transistor à notre frère algérien Karim Moukendem, lâchement blessé lors de l'attentat du Consulat d'Algérie à Marseille, un groupe de camarades du Centre de la France envoyait 200 F.

« Comme nous avons un peu d'argent, nous désirons offrir 200 F pour l'achat d'un poste utile au jeune travailleur algérien victime de la barbarie des forces rétrogrades. Ceci pour manifester notre solidarité et notre haine commune contre ces forces. »

Karim Moukendem, au nom des Communistes Marxistes-Léninistes de France, au nom de tous les travailleurs et démocrates de France, nous t'offrons ce transistor, pour marquer notre solidarité internationaliste envers le Peuple algérien, touché au cœur par la barbarie fasciste.

Vive l'amitié entre les Peuples algériens et français.

Le Comité de Rédaction de l'H.R.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT TROIS MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Meeting révisionniste à Champigny

Vendredi 1^{er} février se tenait à Champigny un meeting-débat du P.C.F. sur le défi révisionniste. En vedette : Georges Marchais. Dans la plus grande salle de la ville, le P. « C. » F. n'avait pas réuni les larges masses ! Car si quelques travailleurs étaient présents, la majorité de la salle était issue des classes moyennes. Il faut aussi noter la très faible participation des travailleurs immigrés qui se comptaient sur les dix doigts des mains.

Malgré leur volonté de faire croire qu'il s'agit d'un grand débat avec le peuple, chacun peut faire l'expérience qu'il n'en est rien. D'un côté il y a ceux qui posent les questions, de l'autre les détenteurs (ou plutôt ceux qui prétendent l'être) des solutions aux problèmes, les artifices des politiciens bourgeois n'ayant aucun secret pour eux : de la démagogie la plus grossière à l'attaque contre les travailleurs de Lip, qui n'ont pas écouté les « bons conseils » de ces messieurs.

En effet pour eux :

— Le plan Giraud qui démantelait l'usine serait meilleur que celui que les travailleurs ont accepté. Il suffit de lire « Lip-Unité » pour voir qu'il n'en est rien et que la lutte, loin d'être finie, continue pour l'application de l'accord. Donc : Mensonge.

— C'est le jusqu'au boutisme de ces travailleurs, leur spontanéisme qui les auraient emmenés à cette défaite relative. Voilà bien du mépris envers ces travailleurs dont on sait qu'à chaque étape de la lutte, les actions projetées étaient mûrement réfléchies, et discutées dans des assemblées générales où régnaient la démocratie la plus large. Ici aussi, mensonge.

— Mieux, un des responsables de tout cela, en serait Charles Piaget que Marchais attaqua insidieusement.

Mais derrière ces attaques et ces mensonges, c'est la rage et le dépit qui se cachent. Dépit et rage de voir les travailleurs engager une lutte déterminée classe contre classe pour leurs revendications. Une lutte qui certainement fera tache d'huile. De toute cela les travailleurs jugeront.

Parmi les questions intéressantes, un militant de base du P.C.F. demanda quels moyens la classe ouvrière devait-elle employer pour conjurer le processus de fascisation en France. Si les travailleurs ont raison de soulever ces problèmes, Marchais lui, nia l'existence d'une politique concertée de la bourgeoisie, désarmant de fait la classe ouvrière et le peuple devant le danger fasciste.

Nous ne sommes pas étonnés quand, répondant à une question sur le Chili, il justifia la politique du passage pacifique par le massacre du peuple chilien et entretient donc les illusions les plus néfastes pour notre peuple.

Quant à la crise du système capitaliste, Marchais n'en fit qu'une affaire de mauvaise gestion, aussi bien en France qu'au sein du Marché commun (qu'il faut démocratiser dit-il !). Il essaie ainsi de faire croire que cette crise n'est pas indissolublement liée au système, le socialisme ne visant par ailleurs pour lui qu'à justifier par des mensonges (attitude désintéressée de l'U.R.S.S.) la politique du social-impérialiste soviétique.

Il est donc de notre devoir de dénoncer les mensonges et la politique des révisionnistes. D'ailleurs de plus en plus de travailleurs ont des doutes au sujet de cette politique. Le révisionnisme obstacle principal au renversement de la bourgeoisie sera balayé !

Correspondant H.R.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

C.D.H.R. province	
Soutien permanent	40
C.D.H.R. Staline C.	12
C.D.H.R. Lissagaray	30
Soutien au journal	1
Un retraité	1
1 nouveau sympathisant	1
En supplément à Réabonnement B.G.	4
A la sortie d'une usine	3
C.D.H.R. province	54
Un Breton de Clamart	100
Anonyme	0,25
Arracher la classe ouvrière au révisionnisme moderne	6
F.O.D.O.C. en timbres	26,10
Anonyme Paris timbres	100
Pour la continuité d'une information prolétarienne	10
C.D.H.R. Hyveton	
Supplém. janvier	37,50
1 travailleur espagnol	2
C.D.H.R. P.-V.-Couturier	20
Supplément janvier	
C.D.H.R. Manouchian	70
C.D.H.R. Ho Chi Minh	5
C.D.H.R. J.-Hapiot	20
Un étudiant en I.U.T.	2
C.D.H.R. A.-Marty	3,50
C.D.H.R. Dallidet	4
C.D.H.R. Denis-Gemnitz	25,40
C.D.H.R. Dimitrov	100
C.D.H.R. G.-Moquet	6,90
M.J. soutien à H.R.	10
Des camarades	22,50
Contre la dictature de la bourgeoisie, pour la dictature du prolétariat	20
1 dessinateur	8
Sur un marché	2
1 travailleur algérien	1
C.D.H.R. Guy-Mocquet	10
C.D.H.R. A.-Marty	4
C.D.H.R. Maxime-Gorki	3
Sur des marchés	7
C.D.H.R. Stalingrad	31
1 militant	300
C.D.H.R. Barbusse	300
C.D.H.R. Flourens	150
1 sympathisant	3,50
Total de la semaine : 1 286,65	
Total général utilisé pour le règlement des dettes de H.R.	402 122,96

Commandez nos affiches

Nous tenons à la disposition de nos camarades deux séries d'affiches :

— une sur les femmes

— et une autre reproduite ci-contre.

l'exemplaire : 0,25 F

DEMANDEZ . LISEZ

L'HUMANITÉ rouge



JOURNAL COMMUNISTE

MARXISTE-LÉNINISTE et de la PENSÉE MAO TSE TOUNG

AU SERVICE DES LUTTES OUVRIÈRES

ET POPULAIRES

CONTRE LA BOURGEOISIE CAPITALISTE ET LE RÉVISIONNISME MODERNE

B.P. 385 75064 PARIS CEDEX 02 TOUTS LES JEUDIS EN KIOSQUE

en bref... en bref... en bref... en bref...

Cambodge : les ouvriers de Phnom-Penh au combat

Les forces armées populaires de libération nationale du Cambodge ont éliminé 10 550 ennemis du 15 décembre au 15 janvier, détruit 73 blindés, abattu ou mis en flammes 18 avions ou hélicoptères, coulé ou mis en flammes 50 navires, détruit 84 positions, récupéré 3 428 armes, plus de 70 tonnes de munitions et matériel de guerre et 43 appareils T.S.F., selon l'agence khmère d'information. De plus elles ont aidé plus de 12 000 habitants à abandonner les traîtres et gagner en sécurité la zone libérée.

L'offensive de la saison sèche avance à grands pas : l'état se resserre autour de Phnom Penh, que les roquettes et tirs d'artillerie frappent quotidiennement. Lon Nol et ses fidèles peuvent penser à faire leur valise tôt ou tard ! Dans la ville même, la situation est explosive. Depuis des mois, grèves et manifestations ouvrières se multiplient. L'appel de Nguon Eng, président du Syndicat des Ouvriers du Cambodge, vise à organiser et renforcer le mouvement populaire, ouvriers en tête.

1. Nos ouvriers et nos travailleurs sont invités à se solidariser étroitement et résolument avec tout notre peuple dont les bonzes, jeunes, élèves, étudiants, intellectuels, enseignants, petits commerçants, soldats et simples policiers, fonctionnaires et avec tous ceux qui aiment la patrie, qui sont épris de liberté, de démocratie et de justice, pour intensifier, sous toutes les formes, la lutte contre les traîtres Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh, In Tam, Sosthène Fernandez, en continuant à pousser avec vigueur les manifestations et les grèves pour exiger des traîtres :

— Qu'ils apportent solution à la question de la vie, en nous fournissant du riz, du bois de chauffage, de l'essence, des manuels scolaires, solution à la question du travail pour que nous puissions gagner notre vie ;

— Qu'ils mettent fin à leurs actes de racolage, de pillage, d'arrestation et de massacre à l'encontre des habitants, etc.

2. Nos ouvriers et nos travailleurs sont appelés à se solidariser étroitement et résolument avec les F.A.P.L.N.K., pour renverser les traîtres et inviter le F.U.N.K. et le G.R.U.N.K. à venir s'installer à Phnom Penh en vue de prendre en main la direction des affaires d'Etat de la ville et du pays tout entier.

3. En cas de nécessité, nos ouvriers et nos travailleurs sont invités à rejoindre sans hésitation la zone libérée où le riz, la sécurité et l'avenir radieux leur sont assurés...

Seuls le F.U.N.K. ayant Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat, comme président et le G.R.U.N.K. ayant Samdech Penn Nouth comme Premier ministre et M. Khieu Samphan comme vice-premier ministre, sont pleinement capables de régler la question de paix et de vie pour notre peuple et de mettre fin aux grands malheurs et souffrances de notre nation et de notre peuple.

Seuls le F.U.N.K. et le G.R.U.N.K. ont une ferme position, appliquent judicieusement

et avec fermeté les principes d'indépendance, de souveraineté, de neutralité et de non-alignement...

— **Vivent les vaillants ouvriers et travailleurs !**

— **Hourra au grand mouvement d'offensive de la présente saison sèche pour châtier les traîtres Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh, In Tam, Sosthène Fernandez !**

quent, ajoute l'éditorial, nous espérons bien que chaque Ghanéen deviendra dès aujourd'hui un défenseur de notre pays cher et bien-aimé et qu'il ne perd pas des yeux non seulement les éléments subversifs intérieurs mais aussi les forces réactionnaires extérieures qui tentent de détruire notre révolution.

(Agence Chine nouvelle.)

Au Ghana, arrestation d'un diplomate soviétique engagé dans des activités d'espionnage

Selon un reportage publié hier dans l'hebdomadaire ghanéen « Palaver », Valentin Fomenko, Premier secrétaire et fonctionnaire consulaire de l'ambassade de l'Union soviétique au Ghana, a été arrêté le 21 janvier 1974 par les autorités militaires du Ghana du fait qu'il s'était engagé dans des activités d'espionnage. Le Gouvernement ghanéen indigné par l'affaire, a demandé à l'ambassade soviétique de renvoyer à son pays, dans un délai de soixante-douze heures, Fomenko qui s'était engagé dans des « activités incompatibles avec les statuts diplomatiques ».

Le reportage signé par Chris Asher, rédacteur en chef de l'hebdomadaire, dit : « Fomenko a été arrêté près de l'hippodrome à Accra lorsqu'il recevait des documents très secrets remis par un officier de l'armée ghanéenne. Depuis plus d'un an, les autorités militaires du Ghana ont fait surveiller les diplomates russes, qui fraternisaient avec certains officiers de l'armée. »

Ayant découvert que l'hippodrome d'Accra était utilisé comme un lieu de rendez-vous secrets pour remettre au diplomate soviétique des renseignements militaires classifiés, les autorités ghanéennes ont décidé d'encercler cet endroit la nuit du 21 janvier. Ce soir-là, lorsque l'officier ghanéen est venu pour passer des documents secrets à un diplomate soviétique au visage enluminé, une escouade de soldats qui s'étaient cachés aux alentours se sont précipités sur eux et les ont arrêtés, le diplomate soviétique a résisté à l'arrestation, mais il a été vaincu et emmené sous escorte.

Le reportage rappelle qu'en mai 1971, le diplomate soviétique, Valter Vinogradov, avait été expulsé du Ghana en raison de ses activités subversives. Deux mois après, en juillet 1971, un fonctionnaire de la représentation commerciale soviétique à Accra, Petrovich Potemkin, avait aussi été expulsé pour ses activités d'espionnage.

Le « Palaver » a consacré à cette affaire un éditorial dans lequel il est écrit qu'un pays en voie de développement, tel que le Ghana, qui est sorti d'une période de mauvaise administration, et déploie tout effort imaginable pour rétablir son économie ruinée, ne permet pas que sa sécurité nationale soit bernée par les pays en voie de développement tout en se livrant à la subversion contre ceux-ci sous le couvert de la diplomatie. Par consé-

Toulouse : halte aux agressions fascistes !

Des néonazis du G.A.J., encadrés par des professionnels du fascisme ont attaqué vendredi dernier, un lycée de la ville, le lycée Pierre-de-Fermat alors que quelques militants diffusaient leur journal.

Ils ont tout d'abord utilisé, barres de fer, gourdin, fléaux et même pistolets d'alarme pour agresser les lycéens, puis se sont mis à lancer des cocktails Molotov contre les lycéens (il y a eu 5 blessés). La même nuit ce commando de nazis a été jusqu'à parader sur une grande place de la ville.

C'est dire si ces individus jouissent non seulement de hautes protections mais aussi de la complaisance de la police et du gouvernement, car ces nazis n'en sont pas à leur coup d'essai à Toulouse et sont pour la plupart connus (déjà ils avaient perpétré une agression dans le même lycée, venant jusqu'à chercher un lycéen dans sa classe en disant qu'il était appelé par le censeur, puis l'ont déshabillé, enchaîné et battu dans le lycée même !).

Il est donc bien évident que les activités de plus en plus bruyantes et violentes de ce groupuscule néonazi, se font avec l'assentiment du pouvoir fascisant actuel et que cela correspond bien à ses intérêts !

Que faut-il faire contre ces fascistes ?

Faut-il comme le propose et le font certains jouer à pourchasser les fascistes en leur tendant des pièges dans des « coins reculés », à en esquinter un quand on le rencontre pour le dissuader de continuer, sans faire un travail d'explication auprès des masses, sans finalement mobiliser les masses !

Quant à nous, marxistes-léninistes, nous pensons qu'il s'agit :

— D'expliquer aux masses ce que représente ces néonazis et leurs activités dans la fascisation actuelle du régime ;

— Et en réponse à leurs agressions, effectivement les chasser et les écraser mais en mobilisant les masses et seulement ainsi !

Correspondant.

Pourquoi ont-ils fait taire leurs chiens ?

Le 18 janvier devait avoir lieu à Lyon un meeting sur le thème de « La pagaille du Front populaire et la solution nationaliste ». Il était organisé par Faire Front, organisation regroupant les membres d'Ordre nouveau dissous après le 21 juin.

Cette organisation fasciste n'hésitant pas à se réclamer d'Hitler, de Mussolini et de Pinochet, etc., peut être considérée comme responsable — au moins moralement — des multiples assassinats racistes et explosions divers, etc., qui se produisent actuellement.

La manipulation de cette organisation par la bourgeoisie ne fait aucun doute.

En effet, en ce temps de crise du capitalisme, la bourgeoisie a besoin de tels activistes excités. Dans la région lyonnaise la manœuvre est très apparente. Parallèlement à la campagne nationale en faveur de la collaboration de classe déclenchée par les dirigeants du pays, se développe ces derniers temps une agitation sournoise et violente. Après les explosions de dépôts de pétrole, les attentats racistes, les oublis d'explosifs en plein centre, les faux attentats montés en épingle par « le Progrès » (voir « le Progrès » du 13 janvier), les alertes à la bombe, la bourgeoisie peut aisément se faire passer aux yeux de la majorité dite silencieuse, pour le meilleur défenseur de l'ordre public frappant aussi bien l'extrême-gauche que l'extrême-droite.

Cette intoxication de l'opinion publique porte ses fruits : nombreux sont les gens qui affirment, par exemple, que les attentats des dépôts de pétrole sont le fait des « arabes » qui veulent vendre plus de pétrole. Face à cette campagne, les ouvriers et les militants les plus conscients doivent rester vigilants et dénoncer continuellement les mensonges si savamment suggérés par les journaux à la solde du capital. Ils doivent rejeter toute illusion pacifiste et se préparer sérieusement à la lutte contre le capital en crise.

— **Unité à la base et dans l'action face à ces manœuvres !**

— **Halte à la fascisation et aux tentatives de mise en condition de la population !**

— **Pas de licenciement, pas de restrictions.**

Correspondant Lyon.

Saint-Nazaire : les silences de la presse

L'article, ci-dessous, paru le 18 janvier 1974 dans « l'Echo de la presqu'île guérandaise », relate l'accident survenu, dans le courant de la semaine écoulée, à deux ouvriers, dans la cale Joubert à Saint-Nazaire. Or, la presse locale « omet » de signaler que c'est un ouvrier algérien qui, au mépris de sa propre vie, a sauvé celle d'un ouvrier français.

Ce courageux exemple de fraternité internationaliste prolétarienne doit être diffusé le plus largement possible.

Une lectrice « H.R. ».

Voici le texte de l'article :

Un homme courageux a sauvé d'une mort certaine, un de ses camarades, jeudi, sur le port de Saint-Nazaire.

Une équipe d'ouvriers de la société Peinture navale, dont le siège est à Brest, travaille sur les flancs du pétrolier « Bretagne », actuellement en réparation dans la cale Joubert. Les peintres opèrent depuis un

échafaudage mobile. Vers 17 h 30, un des ouvriers, M. Henri Le Gall, de Brest, irébuché et tombe dans le vide d'une hauteur de 10 m environ. Travaillant au sol, un de ses coéquipiers voit le drame. Se précipitant, M. Mabrouk Boutera, trente-huit ans, demeurant à Lampaul-Plouarzel (29) réussit à saisir dans ses bras l'infortuné M. Le Gall, avant que celui-ci ne s'écrase sur le ciment. Sous la violence du choc, les deux hommes roulent au loin, mais la chute de M. Le Gall a été amortie au maximum. Il était sauvé.

Les deux hommes sont blessés. Le plus sérieusement atteint est le courageux M. Boutera qui souffre de contusions multiples. De son côté, M. Le Gall se plaint d'un talon et d'une blessure légère au visage.

Tous deux ont été hospitalisés.

Le 18 janvier 1974.

Lutte au lycée Mallarmé contre des exclusions

A la suite du renvoi de 7 élèves du comité de lutte (cf tract), 6 pour trois jours, 1 pour huit jours, les lycéens de Mallarmé (29, rue de la Jonquière, Paris 17^e) ont décidé une grève suivie par plus de 150 élèves. Il est à signaler que ces élèves combattifs risquent beaucoup de passer en conseil de discipline et, dans ce cas, leur renvoi définitif paraît inévitable.

Voici le tract diffusé par le comité de lutte Mallarmé :

« Vendredi soir, une réunion du comité de lutte s'est tenue afin de débattre de divergences au sein du C.L. »

Une quinzaine de personnes étaient présentes dont des profs qui avaient envie d'entendre les lycéens autrement que du haut d'une estrade, quand l'administration au grand complet déboula en 003. Après quelques menaces et une belle déclaration : « Le C.L. est toujours interdit. Vous avez cru remporter une victoire et je vais vous montrer qu'il n'en est rien ! ». L'administration effectua un repli stratégique puis un brillant retour, crayon au poing et petit carnet à la main. Elle commença un fichage en règle, digne des sbires de Marcellin ; elle proféra des menaces diverses, allant de la lettre aux parents à l'exclusion pour certains élèves. Apercevant des professeurs, Grimaud entra dans une colère folle et déclara que le regroupement prof-élèves devenait une lutte ouverte contre l'administration et certifica qu'elle ferait parvenir des rapports au rectorat. Dans son élan elle en vint à insulter un professeur la traitant de « sale hippy vautré par terre » (précisons qu'il n'y a que 2 chaises dans la salle).

Nous avons l'habitude des coups bas de Grimaud qui vide deux semaines avant les vacances.

Lycéens, nous ne céderons pas devant ce nouveau chantage de Grimaud. C'est par notre nombre et notre détermination que nous imposerons à Grimaud le droit de nous réunir, élèves, professeurs et agents de service.

Comité de Lutte Mallarmé

Quand Brejnev vole au secours de Thieu

Le très officiel hebdomadaire soviétique *Temps Nouveaux* du 1^{er} février consacre un article aux incidents survenus aux îles Sicha à la suite de l'agression des troupes du régime fantoche de Thieu contre le territoire chinois. Au moment des événements, la presse soviétique s'était contentée de publier sans commentaires une dépêche chinoise et une dépêche... américaine. Mais cela ne pouvait suffire à la clique social-impérialiste au pouvoir à Moscou, qui préfère la propagande du style Goebbels à la traditionnelle « objectivité » bourgeoise. Tous ceux qui nuisent à la Chine socialiste doivent être soutenus : telle est la ligne de conduite des dirigeants révisionnistes de Moscou. En 1962, ils avaient déjà bruyamment accordé leur soutien au gouvernement expansionniste de l'Inde qui avait déclenché un grave conflit frontalier avec la Chine. Les voilà aujourd'hui qui volent au secours de Thieu.

Le plumitif de service de *Temps Nouveaux* écrit (nous citons la tra-

duction publiée dans *Le Monde* du 2 février) :

« Les observateurs étrangers sont nombreux à remarquer que le gouvernement de la République populaire de Chine recourt, une fois encore, à la force armée en politique extérieure au lieu de chercher à régler les problèmes par des moyens pacifiques grâce à des négociations. »

C'est un peu fort ! N'est-ce pas à un soutien ouvert aux agresseurs fantoches dirigés par Thieu ? La défense des îles Sicha, c'est la défense de la patrie socialiste : le gouvernement de la République populaire de Chine a utilisé la force armée non en « politique extérieure », mais pour défendre le territoire sacré de la Chine contre un agresseur ; laisser entendre que la question des îles Sicha est une question de « politique extérieure » pour la Chine revient à soutenir la thèse des fantoches sud-vietnamiens : la Chine est l'agresseur !

Incapable d'apporter le moindre fait à l'appui de sa « thèse », le

plumitif révisionniste en vient aux « explications » qu'il est aller pêcher dans les eaux troubles de la presse réactionnaire : l'enjeu serait pétrolier : « La Chine veut prendre le contrôle du plus grand nombre possible de gisements ! » La vue des révisionnistes soviétiques est singulièrement obscurcie par l'obsession de la « crise du pétrole », obsession qu'ils partagent avec les autres impérialistes !

Autre « explication » : ce sont les « difficultés intérieures » qui ont poussé la Chine à l'aventure... Vieille rengaine, déjà ressortie par la propagande social-impérialiste au moment où l'U.R.S.S. agressait la Chine en 1969 et qui atteint aujourd'hui les sommets du ridicule puisqu'elle vient appuyer un régime dont il est bien difficile de taire les innombrables « difficultés » : le régime fantoche de Thieu dont l'impérialisme américain a bien du mal à assurer la survie...

L'article conclut : « Il est clair que Pékin vient de prouver, une fois

de plus, l'aspect chauvin de grande puissance de la politique maoïste. »

Le social-impérialisme soviétique déploie ses tentacules partout dans le monde : c'est au nom de l'« internationalisme prolétarien » qu'il a lancé une agression fasciste contre le peuple tchécoslovaque, qu'il construit des bases militaires un peu partout dans le monde, qu'il a soutenu le démembrement du Pakistan, qu'il a tenté d'envoyer des soldats le long du canal du Suez, qu'il pille les richesses de nombreux pays du « Comecon » comme du tiers-monde, etc. Est-ce donc encore une fois au nom de l'« internationalisme prolétarien » qu'il prend fait et cause pour une clique de fantoche qui n'existe que par les armes et les dollars américains contre la Chine socialiste, la grande patrie de tous les travailleurs ?

Dans ses préparatifs fébriles à la guerre d'agression, l'U.R.S.S. vient une fois encore de découvrir son visage hideux de grande puissance impérialiste, ennemi acharné des peuples et du socialisme.

Un diplomate chinois enlevé en U.R.S.S.

(ARTICLE PARU DANS « PEKIN INFORMATION » - numéro 4)

Le 19 janvier 1974, le directeur du 1^{er} Département des Affaires de l'Extrême-Orient au Ministère soviétique des Affaires étrangères a fait une déclaration verbale devant l'ambassadeur de Chine en URSS, accusant calomnieusement le camarade Kouan Heng-kouang, attaché près l'ambassade de Chine en URSS, d'« avoir tenté d'obtenir d'une citoyenne soviétique des renseignements d'espionnage de caractère militaire », et annonçant sans aucune raison valable son expulsion de l'Union soviétique. Il s'agit là de représailles ignobles exercées par le gouvernement soviétique sur le gouvernement chinois qui avait ordonné l'expulsion de cinq espions soviétiques, dont Martchenko.

Le camarade Kouan Heng-kouang a été rappelé au terme de la durée de sa mission à l'ambassade de Chine en U.R.S.S. L'express international n° 8 Pékin-Oulan-Bator-Moscou, à bord duquel il se trouvait, arriva le 19 janvier, à 02 h 50 (heure de Moscou), à la gare d'Irkoutsk alors que les voyageurs étaient en sommeil. Des officiers de police et des individus soviétiques vêtus de blouses blanches montèrent dans le train et déclarèrent que parmi ceux qui étaient descendus à Krasnoïarsk, gare précédente, on avait découvert un citoyen soviétique atteint d'une maladie contagieuse, la variole noire ; ils demandèrent à tous les voyageurs de descendre du train pour se soumettre à un « contrôle de quarantaine ». Le chef de train chinois, en indiquant à la partie soviétique que les

voyageurs étaient en repos et qu'il faisait très froid dehors, lui proposa à plusieurs reprises de prier le personnel sanitaire de monter dans les wagons pour le contrôle de quarantaine s'il en était besoin. La partie soviétique rejeta carrément cette proposition et s'obstina à faire descendre les passagers. Le camarade Kouan Heng-kouang, tiré du sommeil à sa couchette, quitta le train avec les autres passagers en vue de recevoir le contrôle. Mais, le personnel sanitaire soviétique ne soumit pas à l'examen les Soviétiques voyageant dans le wagon n° 5 et qui avaient été en contact avec la personne dite « atteinte de variole noire » ; quant aux autres voyageurs, il ne les questionna qu'en peu de mots et les examina négligemment ; puis, il les laissa passer tout de suite. Or, il fit subir une interrogation détaillée exclusivement au camarade Kouan Heng-kouang voyageant dans le wagon n° 7, et déclara à dessein que Kouan « avait mauvaise mine, les yeux congestionnés, et constituait un cas compliqué », l'obligeant lui seul à rester au lazaret et à s'asseoir parmi ceux qui se faisaient passer pour des suspects d'épidémie. Sur ces entrefaites, un agent secret posté là à l'avance par la partie soviétique et qui se présentait comme une ressortissante chinoise, prit l'initiative de converser avec Kouan et chercha à lui glisser un illustré dans la main. Une autre femme soviétique, déguisée en infirmière, s'écria alors : « Il n'est pas permis de transmettre quelque chose ! ». A ces mots,

un lieutenant de la police fit irruption dans la salle, à la tête d'un groupe de voyous. Il prit l'illustré des mains de la femme des services secrets, tandis que les autres se ruèrent en avant ; et les prétendus suspects d'épidémie qui restaient assis jusqu'alors dans la pièce passèrent également à l'action. En dépit de la protestation de Kouan, ils le prirent par les bras et le jetèrent dans une voiture stationnée près de la porte de derrière du lazaret, et le conduisirent de force au commissariat de police de l'arrondissement Krov à Irkoutsk. Ayant kidnappé le camarade Kouan Heng-kouang, la partie soviétique déclara immédiatement que le rapport sur l'épidémie n'étant pas exact, elle cessait le contrôle sanitaire, et que le train devait démarrer sans tarder.

Au commissariat de police, un policier ayant le grade de major soumit illicitement le camarade Kouan Heng-kouang à un interrogatoire qui dura treize heures. Avec un sérieux affecté, il sortit de l'illustré susmentionné un soi-disant « renseignement » fabriqué de toutes pièces, et accusa calomnieusement Kouan d'avoir mené des activités d'espionnage ; ce qui fit l'objet d'une réfutation sévère de Kouan. Le soir du même jour, celui-ci fut embarqué sous escorte à bord d'un avion qui le transporta à Moscou. A l'aéroport de Moscou, les services secrets soviétiques lui firent subir un nouvel interrogatoire illégal en présence d'un représentant du ministère des Affaires étran-

gères de l'U.R.S.S. Ce n'est qu'à l'aube du 20 janvier que la partie soviétique, à la suite de maintes protestations du camarade Kouan Heng-kouang, se vit obligée de le remettre à l'ambassade de Chine.

Les faits susdits démontrent pleinement que l'enlèvement du camarade Kouan Heng-kouang est bel et bien une farce antichinoise montée exclusivement par les autorités soviétiques. La maladresse et l'ignominie de leur tactique ont vraiment de quoi surprendre.

Que les autorités soviétiques, au mépris des principes du droit international, aient enlevé ostensiblement le camarade Kouan Heng-kouang, diplomate chinois, a suscité une vive indignation de tous les préposés de train et voyageurs chinois. Ceux-ci ont maintes fois protesté énergiquement auprès de la partie soviétique, exigeant qu'elle relâche immédiatement le camarade Kouan Heng-kouang et demandant à entrer en communication avec l'ambassade de Chine en U.R.S.S. La partie soviétique a non seulement persisté arbitrairement dans son refus, mais encore envoyé un grand nombre de policiers et d'agents secrets encercler le train chinois, endommager complètement son dispositif de freinage, emporter et déchirer des fanions rouges accrochés aux wagons en guise de signal d'arrêt et casser une vitre de wagon ; de plus, elle a fait intervenir 50 à 60 policiers et agents secrets pour escorter de force le train jusqu'à la frontière soviéto-mongole.

EDITORIAL (Suite de la première page).

En soutenant publiquement la clique fasciste de Thieu, les dirigeants du Kremlin l'ont encouragée à entreprendre de nouvelles provocations contre la République Populaire de Chine. Cela s'inscrit dans son plan d'encercllement de la Chine destiné à renverser la dictature du prolétariat en Chine et à soumettre le peuple chinois à leur ordre fasciste. C'est là un projet qui court à l'échec complet mais les révisionnistes soviétiques s'entêtent et s'entêteront jusqu'à leur défaite totale.

L'expulsion récente de plusieurs diplomates-espions soviétiques hors de Chine comme les éloges dans la presse soviétique à l'égard du régime fantoche de Taïwan démontrent que la clique révisionniste soviétique monte complot sur complot contre la Chine. Le fait qu'elle cherche à se substituer aux impérialistes américains comme protecteurs de Thieu ou de Tchiang Kai Chek est une assurance que leur mauvaise cause rencontre peu de soutien ailleurs que chez les réactionnaires. Leur tentative de faire passer le rouge pour du blanc, par exemple en enlevant et séquestrant un diplomate chinois après l'expulsion de leurs espions hors de Chine (voir page 12), n'arrive pas à duper les peuples et les pays épris d'indépendance.

Au contraire, chacun devient plus vigilant. Les marxistes-léninistes et tout le peuple de France doivent réfléchir à tous ces faits. L'acharnement des dirigeants révisionnistes soviétiques contre la République Populaire de Chine a en effet deux objectifs contre-révolutionnaires : faire taire la voix du prolétariat révolutionnaire en renversant un de ses bastions, réduire la Chine à l'état de colonie ou néo-colonie dans le cadre de leur course effrénée à l'hégémonie mondiale en concurrence avec les impérialistes américains.

Aujourd'hui, les sociaux-impérialistes soviétiques redoublent leur tapage contre la Chine, parce qu'ils ont essuyé de nombreux échecs, les plus récents et les plus cinglants étant l'élimination par le peuple chinois de Liou Chao-chi puis de Lin Piao, deux traîtres sur lesquels les révisionnistes fondaient de grands espoirs. C'est pourquoi de nouvelles provocations de Brejnev et Cie à l'encontre de la Chine sont certaines et une attaque surprise contre le territoire chinois ne doit pas être exclue. A toute nouvelle provocation, les marxistes-léninistes dans notre pays aussi répondront du tac au tac dans leur soutien au peuple chinois : l'attitude par rapport aux pays socialistes, notamment la Chine et l'Alba-

nie, est aujourd'hui en effet le critère de l'internationalisme prolétarien. Qui touche à la République Populaire de Chine ou à la République Populaire d'Albanie s'attaque au plus puissant soutien du prolétariat révolutionnaire du monde entier.

Ainsi, tout en encourageant, en suscitant et en organisant le développement du mouvement révolutionnaire des masses contre le capitalisme monopoliste dans notre pays, tout marxiste-léniniste, tout prolétaire conscient doit éveiller la conscience du prolétariat et de tout le peuple sur le danger que représente le social-impérialisme soviétique, notamment en Europe, en même temps qu'il doit de façon indispensable éduquer les masses populaires dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, du soutien indéfectible à la dictature du prolétariat en Chine et en Albanie.

A BAS LE REVISIONNISME MODERNE !
VIVE LE MARXISME-LÉNINISME !
A BAS LE SOCIAL-IMPÉRIALISME SOVIÉTIQUE !
VIVE LE SOCIALISME ! VIVE LA CHINE ET L'ALBANIE ROUGES !

Le 4 février 1974.